



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

J.-P. Butault, *Rapport du groupe de travail E: Crise, productivité et emploi agricole*

---

**Citer ce document / Cite this document :**

J.-P. Butault, *Rapport du groupe de travail E: Crise, productivité et emploi agricole*. In: *Économie rurale*. N°138, 1980. pp. 47-48;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1980\\_num\\_138\\_1\\_2725](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_138_1_2725)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## CRISE, PRODUCTIVITE ET EMPLOI

Rapporteur : J. P. BUTAULT

Ce groupe de travail, présidé par P. GREINER (SCEES) avait pour objet d'analyser les répercussions de la crise sur l'emploi et la productivité du secteur agricole.

La crise tend-elle à ralentir la diminution de la population active agricole ? Telle est la question à laquelle M. BLANC (INRA-Toulouse) a tenté de répondre dans son exposé (" Emploi agricole et crise"), en comparant les évolutions de population active agricole des périodes 1970-75 et 1975-77 que permettent d'observer les EPÉXA. Ces dernières années, le taux annuel de diminution de la population active agricole familiale s'est effectivement réduit de 1,1 point (3,1 % en 1975-77 contre 4,2 % en 1970-75). Ce ralentissement est toutefois imputable pour 0,3 point à l'effet mécanique de la pyramide des âges, dû notamment au fait que les classes creuses d'agriculteurs nés pendant la guerre de 14-18 arrivent à l'âge de la retraite. Les modifications du comportement des agriculteurs n'expliquent donc qu'un ralentissement de 0,8 point qu'il est possible d'attribuer à l'entrée en activité sur l'exploitation de femmes d'exploitants, à un léger freinage de l'exode des aides familiaux, notamment des jeunes, et surtout à un recul de l'âge de la retraite, M. BLANC conclut qu'en définitive, le ralentissement de la diminution de la population active agricole ne s'explique que très partiellement, comme on aurait pu le penser compte tenu de la crise et du développement du chômage, par un freinage de l'exode.

G. HONORÉ (SCEES) dans sa communication "Crise économique et emploi agricole" confirme l'analyse de M. BLANC. Il invite, toutefois, à être prudent dans l'interprétation de certains résultats concernant notamment le travail féminin sur lequel les données des enquêtes ne sont pas assez fiables. La part des phénomènes observés à attribuer à la crise économique lui apparaît en outre difficilement cernable. Le maintien d'agriculteurs âgés peut ainsi s'expliquer par la non-revalorisation de l'IVD qui n'est pas directement en relation avec la crise. Dans ces conditions, il est difficile de prévoir comment évoluera, ces prochaines années, la population agricole, même si la crise se poursuit.

Au cours du débat, deux thèmes ont été particulièrement discutés :

- les limites de l'approche statistique globale, qui peut masquer certains phénomènes : selon A. MOLLARD (INRA-IREP Grenoble), des enquêtes menées dans l'Ouest montreraient, à l'encontre des données globales, que la crise ralentit effectivement le départ des jeunes de l'agriculture ;

- la façon selon laquelle la crise agit sur le niveau de la population agricole. Les intervenants ont insisté sur l'idée que les déterminants de ce niveau étaient nombreux (emplois non agricoles, montant des retraits, prix de la terre, mécanisation, etc.) et que la crise pouvait être à l'origine d'effets contradictoires (ralentissement de l'exode mais aussi apparition de faillites...) Il est nécessaire alors de se garder d'explications simplistes, de prendre l'ensemble des conditions de renouvellement de la population agricole et d'analyser comment la crise structure tous ces éléments.

\*  
\* \*

Deux communications ont introduit la discussion sur l'évolution de la productivité du secteur agricole.

Pour P. MARSAL (INRA-Grignon) dans sa communication " La baisse de la productivité du capital en agriculture et ses conséquences ", l'évolution économique du secteur agricole ne peut être appréhendée que si on cerne bien, auparavant, les tendances techniques. Or, l'examen des comptes de l'agriculture entre 1959 et 1978 montre que la productivité des consommations intermédiaires ne cesse de baisser et qu'on assiste même, depuis 1974, à une stagnation en volume de la valeur ajoutée. Cette évolution s'observe dans tous les pays européens et la productivité des consommations intermédiaires est d'autant plus faible que l'agriculture du pays a atteint un niveau de développement et d'intensification élevé. Ce mouvement semble toutefois connaître une limite, l'exemple des pays dont l'agriculture est très intensifiée (les Pays-Bas notamment) tendant à montrer que la stabilisation de la productivité des consommations intermédiaires est compatible avec une certaine progression de la valeur ajoutée. P. MARSAL en conclut que si la baisse de la productivité du capital n'est pas alarmante dans la mesure où elle correspond au phénomène bien connu de décroissance des rendements moyens et marginaux, l'agriculture française ne peut plus se développer selon les mêmes tendances que dans le passé ; il est nécessaire de rechercher des systèmes de production mieux adaptés aux nouvelles contraintes techniques et économiques.

L'analyse menée par J.M. BOUSSARD et I. FOULHOUZE (INRA, Paris), " La productivité des exploitations du RICA, 1970-1977", à partir des comptes de surplus sur l'échantillon du RICA entre 1970 et 1977, conduit à des conclusions plus optimistes. Le surplus de productivité (défini par la différence entre

les variations du volume de la production et du volume des facteurs utilisés) apparaît très variable suivant les années mais rien ne permet d'affirmer que la productivité globale des facteurs ait, dans le secteur agricole, une tendance à la baisse. Les agriculteurs en revanche, ne tirent pas toujours avantage des gains de productivité qu'ils réalisent alors qu'une baisse de la productivité, dans une année considérée, se manifeste toujours par une dégradation de leur revenu.

Les deux travaux étant fondés sur une approche différente de la productivité, le débat s'est ouvert sur la question de savoir s'il était préférable de raisonner en terme de productivité globale ou partielle des facteurs. O. de GASQUET (BAC) pense, pour sa part, que depuis la guerre, la baisse de la productivité du capital a été compensée par une augmentation de la productivité du travail, et qu'en définitive, l'opération a été globalement bénéfique pour l'agriculture. P. MARSAL continue néanmoins à défendre l'idée que les analyses des productivités partielles des facteurs sont plus utiles que les approches trop globales, à une époque où le capital devient un facteur de plus en plus rare et coûteux.

Doit-on alors continuer à intensifier ? C'est donc sur cette question que le groupe s'est efforcé de poursuivre sa réflexion. Plusieurs intervenants ont

souligné la nécessité pour l'agriculture d'opter, dans la période actuelle, pour d'autres modèles de développement que ceux suivis dans le passé. D. BERGMANN (INRA-Paris) continue, quant à lui, à avoir foi dans le progrès technique qui ne peut passer encore que par une augmentation des consommations intermédiaires. La France aurait toujours, selon lui, à combler un retard par rapport à d'autres pays européens dû notamment à l'inefficacité de ses structures de vulgarisation. Cette interprétation a été fortement contestée par M. RENVERSADE (CRAA Bordeaux) pour qui il était facile d'attribuer tous les maux de l'agriculture aux service de développement. Tous les participants se sont toutefois entendus pour reconnaître que le développement avait un rôle important à jouer dans l'avenir pour la diffusion de techniques valorisant mieux le potentiel de production.

En conclusion du débat, P. GREINER (SCEES) souligne la difficulté d'analyser les effets de la crise qui correspond, somme toute, à une période limitée. L'étude de P. MARSAL montre que la valeur ajoutée a stagné en volume entre 1974 et 1977, mais n'a-t-elle pas retrouvé en 1978 et 1979, selon les derniers comptes de l'agriculture, le même rythme d'augmentation que dans les périodes précédentes ?\* La nécessité de poursuivre ou non l'intensification reste alors encore incertaine.

---

\* Cf. dans ce même numéro d'Economie Rurale : P. GREINER, Ruptures dans les séries nationales agricoles.